

Prof. Dusan Sidjanski  
Founder and former Director, Department of Political Science,  
University of Geneva  
President, European Centre for Culture  
Special Adviser, European Commission Group of Political Analysis

## **EUROPE'S CHALLENGES IN A GLOBALISED WORLD**

Check Against Delivery  
Seu le texte prononcé fait foi  
Es gilt das gesprochene Wort

Global Jean Monnet Conference  
**Brussels, 23 November 2006**

Monsieur le commissaire, monsieur le président Gil-Robles, monsieur le président Cox, chers amis,

Ceci est un papier qui porte sur la citoyenneté et la participation. Donc l'accent n'est pas mis sur les droits juridiques du citoyen mais plutôt sur les différentes formes qui sont à sa disposition et qui lui permettent de participer à des processus de décision – ou l'influence qu'il peut exercer à l'intérieur d'une communauté et en particulier de l'union européenne. Evidemment cette participation, comme je le dis au début, dépend de la vision que le citoyen a, de la connaissance qu'il a de l'Union. Si la connaissance est fautive, il ne va pas utiliser les accès qui sont disponibles. Or si on examine tous les résultats d'enquête: l'ignorance générale a propos de l'Union est très haute. Donc c'est un élément indicateur de la distance que le citoyen a par rapport à l'Union, automatiquement. Donc c'est un problème d'autant plus grand que nous savons l'influence qu'exercent aujourd'hui les médias de différents types. Et donc la question qui se pose, à propos de ces médias, quel est contenu qu'ils diffusent, comment ils présentent les choses, et nous savons qu'il y a une très grande déformation dans la présentation de l'image du fonctionnement des structures de l'Union européenne.

Cette façon de procéder est assez fonctionnelle. Elle répond au fond à la question: comment le citoyen peut-il s'insérer dans ces processus; comment peut-il essayer d'influencer, d'infléchir ce processus? Mais en réalité elle s'apparente, nous le savons, à la théorie de Haas. Haas qui, dès le début, dès l'année 58 – et il mérite d'être relu, parlait déjà de ces problèmes de manières dont le citoyen peut influencer, de glissement des loyautés qui passent, des loyautés purement nationales à des loyautés supranationales ou communautaires, etc. Donc il y a là une problématique qui était développée. Un autre auteur a ajouté une dimension plus intéressante peut-être, moins fonctionnelle, c'est Karl Deutsch avec l'approche de la communication. Et il faut se rappeler que dans sa thèse, Deutsch définissait la nation comme un lieu privilégié de communication. Et bien, si on reprend ceci pour ne pas parler d'une nation mais d'une communauté, de l'union européenne, on voit également que l'élément de plus en plus important est la communication qui existe – pas seulement l'interdépendance dont nous avons parlé.

Troisième élément important me semble-t-il, c'est un retour aux valeurs et à la culture. J'ai vécu dès le départ, et j'ai suivi dès le départ l'union européenne, la communauté d'abord, la SECA, la communauté ensuite, l'Union européenne. Et pendant des décennies, on ne mentionnait jamais la culture. Les valeurs, quelques principes – de droit, essentiellement –, quelques critères – assez fonctionnels –, mais jamais de culture, jamais d'ensemble. Or il y a un retour, et vous avez pu remarquer, dans le langage aussi bien du président Barroso que

des intervenants, la culture revient constamment. C'est évidemment le fondement de cette Union européenne, comme je le vois, et comme je l'espère à l'avenir les citoyens pourront le percevoir. Mais ceci m'amène quand-même à quelques remarques à propos de ce que je viens d'entendre de la part de mon collègue Diaz.

Je lis d'abord que les changements technologiques – évidemment, ils sont très importants, nous le savons – mais le changement technologique s'insère dans un environnement, et cet environnement est un environnement culturel, de mentalités, de comportements. Le même changement n'intervient pas avec une innovation technologique ici en Europe, ou quelque part en Asie, ou en Afrique, dans tel ou tel pays. Cela dépend des milieux culturels, l'environnement tel qu'il existe dans l'ensemble. Il ne faut pas oublier que la technologie est née dans une culture très spéciale, européenne. Elle n'est pas – bon il y avait des éléments technologiques dès le départ.

Deuxième point que j'ai soulevé, c'est cette instrumentalisation de la culture: "Toute culture est instrumentale". Et bien je ne peux pas le croire. La culture, pour moi, représente – comme l'a très bien dit Diaz – représente une partie scientifique, d'abord, philosophique, technologique, oui: production. Toute création de l'homme fait partie de sa culture. C'est un ensemble. Et il y a toute la partie culturelle, que nous connaissons, aussi bien la littérature, peinture, musique, c'est un ensemble. On ne peut pas les séparer. Et là, dire que la création artistique est instrumentale, moi, personnellement, je ne peux pas l'admettre. Alors, c'est pour ouvrir un peu les débats, plus tard.

Enfin, troisième point: C'est vrai qu'il y a une unité des cultures, de la culture européenne, et des valeurs. Mais en même temps ce qui caractérise principalement cette culture, c'est qu'elle est à la fois une, et très diversifiée. Et que la diversité se maintient avec en parallèle, avec cette unité que nous connaissons, que nous percevons, que nous sentons en quelque sorte. Je pense que ce sont ces deux éléments essentiels, qui sont à la base, – comme le disait Denis de Rougemont – à la base du fédéralisme européen. C'est-à-dire: il faut un minimum d'unité, mais en même temps, nous préservons, nous développons parfois de la diversité. Et je dirais même que dans la globalisation ce que l'on a observé, c'est que les identités les plus diversifiées ont commencé à se manifester, comme s'il y avait une réaction à une certaine uniformisation. Donc le terme homogène, uniforme, ne me paraît pas convenir à la définition, ou à l'approche de la culture européenne; voyez c'est un peu le problème que j'ai en parlant de ces différents aspects, de même que l'opposition entre l'Europe des états et l'Europe des régions. A mon avis c'est complémentaire. Et il y a des régions qui se développent à l'intérieur des états, elles se développent de plus en plus, on le constate, parallèlement à cette participation des états, à leur partage

de la souveraineté à l'intérieur de l'Union. Il n'y a pas de contradiction. Et dans une vision fédéraliste – et vous savez que c'est un peu ma vision depuis toujours – dans cette vision, ce sont les différents échelons. Et à chaque échelon appartient une certaine capacité d'action. Et si je prends justement l'environnement, et bien je ne pense pas que l'on puisse se limiter aux problèmes globaux. Il faut descendre vers le citoyen, c'est le citoyen qui va éteindre sa lumière, c'est lui qui fera aussi des achats de voitures différentes, des décisions seront aussi à la base. Donc vous voyez tous les échelons sont impliqués, c'est là la participation qu'il faut développer sous toutes les formes avec nos citoyens.

Voilà quelques éléments préliminaires. J'en viens maintenant à mon plan initial qui consiste à dire encore quelques mots des possibles participations au niveau de l'union européenne, et à ce propos, un problème qui se pose avec la constitution. La constitution est un pavé illisible, souvent même pour les spécialistes. Alors comment voulez-vous attirer l'attention de nos citoyens en leur envoyant les 300, 400 pages d'un texte difficilement lisible – sauf l'introduction, il y a des passages qui sont très très bien écrits –, mais ensuite on va prolonger ceci, on va mélanger les principes, les règles de fonctionnement, l'institution avec presque des lois concernant le marché unique, les politiques communes, etc. Mais nous voulons décrire les processus, il faut que le citoyen ait une vision simple de la Constitution, si nous voulons qu'il adhère à cette constitution. Evidemment que c'était facile en France ou dans votre pays, de critiquer cette Constitution. D'autant plus que comme au Danemark autrefois, avant le referendum, on leur envoyait le texte intégral. Evidemment la réaction est immédiate, il y a souvent des refus, et on a des enquêtes qui montrent effectivement que cette obscurité, ce texte immense, a un effet négatif sur la participation et sur la compréhension des citoyens. Par ceci nous parlons des citoyens, évidemment, nous sommes tous des citoyens, mais nous sommes quand-même des citoyens particuliers, notamment connaissant assez bien l'Union européenne, alors que nous essayons de nous rapprocher des citoyens de base, réellement. Donc il ya là un problème très grave qui se pose de la connaissance de ces processus de participation, etc.

Le deuxième aspect est celui de la consultation et de la participation qui existe dans l'Union depuis toujours. Depuis toujours, la Commission, la haute autorité, a consulté différents secteurs, elle a procédé de cette façon, elle a consulté les administrations. Il ya tout un processus que nous connaissons bien, c'est à peu près le même qui existe aux Pays-Bas, il est très développé, il existe en Suisse, et même en France, ou on prétend qu'il n'existe pas, il y a des consultations, sauf quelques erreurs commises par le gouvernement, qui a agi parfois sans consulter qui que ce soit. Et on voit immédiatement des réactions des citoyens, précisément. Dans la rue, de différentes façons. Donc la consultation, ces processus de consultation, ont été développés pour la Commission d'abord, pour

puiser le savoir et les connaissances, soit des experts, soit des groupes extérieurs qui sont plus spécialisés dans certains secteurs. D'autre part c'était un processus pédagogique – certains apprenaient aux uns et aux autres les problèmes qui se posent dans la réalité – parce que si les hauts fonctionnaires ici s'enferment chez eux, ne voient personne, prennent des décisions, et bien c'est le désastre, donc il faut préparer cette opinion. Et en troisième étape, le fait d'avoir eu des consultations, prépare aussi le soutien que ces acteurs apporteront aux règles, directives, qui seront adoptées. Donc il ya tout un processus qui permet la participation, évidemment, ce sont, cette fois-ci des citoyens très spécifiques, puisqu'il s'agit d'acteurs souvent économiques, sociaux, de différents associations qui agissent ainsi.

Un autre aspect qui nous concerne est toujours celui des élections européennes et la question pourquoi la participation est si basse. Alors évidemment il ya plusieurs réponses, un ouvrage récent publié en Belgique dit "plus de pouvoir au Parlement et moins de participation". Alors ma réponse à cela effectivement: Pour que le plus de pouvoir soit perçu et assimilé par les citoyens, il faut qu'ils connaissent. Si on garde toujours – et vous le savez, en psychologie, les images que nous avons d'une personne ou d'une communauté ou d'une institution sont des images qui persistent, c'est difficile parfois de les changer – donc le parlement européen, pendant des années on a dit, c'est un instrument consultatif, on y parle beaucoup, pas de décisions etc, etc. Comment voulez-vous que le citoyen peu informé d'un coup puisse concevoir que le Parlement est de plus en plus le co-déciseur législatif dans l'Union européenne. Donc là aussi, il y a un problème.

Deuxième: on ne voit pas très bien le résultat d'une élection européenne sous la forme par exemple des membres ou de la répartition des membres au niveau la Commission. Ce n'est pas perceptible. Evidemment, on voit la répartition dans les groupes politiques, mais on ne le voit pas. Et ce lien qui manque entre mon choix en tant que citoyen et le résultat auquel aboutit mon choix, évidemment est aussi un obstacle à la participation. On se dit normalement, à quoi bon participer dans ces conditions. Donc il faudrait peut-être essayer effectivement de présenter une image plus claire de ces processus et surtout de créer un lien entre l'élection, le résultat d'élection, et l'élection du président de la Commission, et éventuellement même le choix des membres de la Commission. Cela se fait plus ou moins de manière pragmatique, mais cela a quelques bons résultats, malgré tout.

Cependant il ne faut pas oublier que, le Parlement, malgré toutes les critiques qu'on peut lui faire, est la seule institution non seulement qui apporte la légitimité, mais qui est transparente. A mes étudiants je disais: commencez par aller au Parlement, vous aurez les pous et les contres, la Commission vous

présente un livre, elle a déjà une orientation. L'exécutif donne une impulsion, c'est rare que dans sa présentation il offre beaucoup de choix, et de toutes façons nous ne savons pas comment ses choix ont été élaborés. Le Parlement on peut le suivre, il est ouvert, évidemment vous me direz les médias ne nous présentent pas suffisamment ces processus et le rôle du Parlement. Il n'en est pas évidemment question ici, mais je pense qu'il faudrait essayer d'améliorer ce lien avec le Parlement. Que le Parlement ait acquis plus de pouvoir, pour moi un des critères c'était l'approche des groupes de pressions, des organisations professionnelles. Je me souviens de l'époque où les députés européens me disaient: mais nous sommes seuls là, personne ne s'intéresse à nous. Et bien aujourd'hui je vous garantis que quand vous allez dans une session parlementaire, il y a tout autour les lobbyistes, les groupes de la chimie, de différents secteurs qui sont présents. Donc il ya cette relation du pouvoir qui s'établit dans les différents secteurs de l'Union et l'émergence dans la société des groupes qui se créent pour pouvoir dialoguer avec ce pouvoir. Ce n'est pas une loi, mais c'est une observation que nous avons faites dès le début avec le professeur Ménot, et je pense qu'elle est toujours valable, c'est une sorte d'indicateur des pouvoirs réels. Si vous voulez savoir qui décide, et bien suivez un groupe de pression qualifié. Et vous verrez qu'il ne va pas agir gratuitement, mais qu'il aura des cibles qui sont au centre du pouvoir. C'est évidemment un accès aussi qui s'ouvre à ces groupes, à ces associations de citoyens.

D'autres actions plus proches qui ont été mentionnées: les pétitions, les référendums, etc. Là évidemment le problème est, comme toujours, qu'un référendum national a une portée différente que pourrait avoir un référendum européen. Personnellement je crois que les référendums qui ont eu lieu à propos de la Constitution sont une distorsion du processus démocratique en général. Car c'est une toute petite minorité qui dans ces cas-là, bloque l'ensemble et, au fond, ignore des grandes majorités de citoyens qui ont voté, qui se sont prononcé par la voie du parlement, ou par les référendums, comme dans le cas de la ratification. Donc c'est un instrument qui est pour l'instant inadéquat dans son utilisation telle qu'il est perçu.

Je passe sur les différents aspects de participation des citoyens à travers leur pays, à travers leur état, le gouvernement, etc, pour en arriver à un point qui est plus discutable en quelque sorte, c'est celui des régions, des villes, des pouvoirs locaux car ce qui est intéressant, et cela correspond à cette règle que je viens de dénoncer. L'émergence du pouvoir, la politique régionale a eu comme résultat des représentations et des contacts directs entre les régions et Bruxelles, la Commission en particulier. Plusieurs de ces groupes, plusieurs de ces associations se sont établies en permanence même ici, à Bruxelles. Alors là aussi c'est une forme de participation, puisqu'il s'agit de la défense des intérêts, des nouveaux projets qui intéressent une région. Or les régions, ne l'oublions pas,

sont aussi des espaces de participation civique. C'est là où le citoyen, très souvent, participe. Parce que les objets sont plus proches de lui. Et c'est au fond le problème du fédéralisme de cette action de proximité, selon le principe de subsidiarité, c'est-à-dire quel est le niveau le plus pertinent pour que l'action soit efficace. C'est là au fond, la subsidiarité prise dans les deux sens.

Les régions ne sont pas seulement les lieux de participation, aujourd'hui elles sont des pôles de développement. Donc il y a une explosion régionale. Evidemment que dans certains cas on trouve une déviation nationaliste micro-régionale, ce sont des relativement exceptionnels, et il ne faut pas oublier, comme l'a dit mon collègue, ils se situent dans un cadre de l'Union européenne. Si on avait à faire à des régions qui font éclater comme les régions où c'étaient les républiques dans le cas de la Yougoslavie et bien l'éclatement était complet et nous l'avons vécu dans toute sa tragédie.

J'en arrive à un deuxième point important, la citoyenneté, allégeance, loyauté et identité. Ce sont au fond les allégeances, et les identités sont multiples. Chacun de nous participe, à différents groupes, différentes communautés, nous sommes en réalité d'identité multiple. Donc ce qui est très important, c'est de prendre connaissance, et surtout conscience de cette appartenance multiple des citoyens. Et ceci est d'autant plus important que tout récemment, en Italie, j'ai pris connaissance d'une recherche de Doxa. La recherche a été conçue de la façon suivante: une équipe de football est l'Italie, une autre équipe de football est l'Europe. Pour quelle équipe votez-vous? Et bien c'est exactement le contraire qu'il fallait faire, car si je suis pour l'Italie, je peux être aussi pour l'Europe, je peux être aussi pour Rome, pour une région d'où je sors, et c'est ce principe que l'on voit, c'est ce principe fédératif qui dépend au fond de l'éducation dont je vais parler brièvement maintenant.

L'éducation, alors moi je descendrais au bas de l'échelle, c'est-à-dire tout au début. Vous savez que la formation des concepts principaux est déjà faite ou plus ou moins, elle n'est pas tout-à-fait claire, dès l'âge de quatre, cinq, six ans. On commence à avoir une idée des frontières, il y a des dimensions qui apparaissent, etc, une certaine allégeance à propos de votre entourage, etc. Donc, mon impression c'est qu'il faut commencer aussi par l'apprentissage de l'Europe dès le départ. Et cet apprentissage doit porter notamment sur l'histoire européenne. L'Histoire qui, malgré tout ce que l'on dit, et avec quelques exceptions, est toujours enseignée sous l'angle national. J'ai eu une discussion l'autre jour avec le ministre des affaires étrangères de Suisse qui me dit: Notre pays contribue beaucoup à l'éducation en Serbie et dans la région. Alors j'ai demandé quelle était la contribution, et si l'on connaissait le contenu de l'enseignement donné à ces enfants. Et bien non, on contribue aux structures, mais pas au contenu. Et c'est le contenu qui compte, c'est cette culture des

valeurs européennes qui est fondamentale et qui notamment, nous le savons, dans les Balkans est totalement ignorée. Je pense que si aujourd'hui on se mettait à analyser les manuels dans ces pays, on se rendrait compte qu'on est en train de préparer de nouvelles guerres probablement dans certaines régions des Balkans, mais aussi peut-être dans d'autres régions. Donc commençons par l'Histoire, commençons par donner une vision de l'Europe à ces enfants, mais pas de manière abstraite. Il y a un enseignement européen civique qui peut être fait avec des exemples. On demande aux enfants de se pencher sur l'environnement, de voir comment on pourrait répondre, et ils se rendront compte peu à peu que à la fin, nous arriverons à l'Europe et nous arriverons au monde. Mais on commencera par des choses très concrètes, sur place, avec des problèmes. L'énergie, vous utilisez l'électricité le soir, etc. Comment procéder dans ces cas, je pense là il y a toute une éducation à revoir.

Deuxième aspect, alors là je suis passionné, et si le président était ici on le verrait rire, c'est la main à la pâte. C'est une méthode d'introduction de la science par les expériences auxquels procèdent enfants des écoles primaires. Et j'ai assisté à plusieurs de ces cas, c'est impressionnant. Les enfants font des expériences, discutent et apportent les preuves. C'est-à-dire ils apprennent les raisonnements de base. Le résultat de tout ceci est aussi un respect de l'autre. Car celui qui est le hâbleur contre celui qui apporte les preuves est perdant, et donc ils commencent à se respecter, il y a un dialogue invraisemblable qui se développe, l'instructeur ou le maître d'école a une tâche très différente de celle qu'il a normalement, c'est-à-dire: il est en dialogue avec les enfants, il y a un respect mutuel qui peut s'installer. C'est invraisemblable. Alors si nous voulons penser à une Europe de recherche, de développement, de technologie, et bien il faut aussi commencer aussi par la base. George qui est prix Nobel consacre aujourd'hui tous ses instants à la diffusion de cette méthode de la "main à la pâte". Elle a été présentée au ministre de l'éducation chinois, et madame la ministre est sortie en disant: "mais c'est la meilleure méthode d'apprentissage de la démocratie", c'est-à-dire de dialogue, de discussions avec des arguments sérieux.

Un autre aspect, il faudrait utiliser davantage les moyens qui sont les nôtres, disponibles: internet. Nous avons un projet selon lequel soit les jeunes, soit les moins jeunes, chacun d'entre nous peut s'inscrire, indiquer ses intérêts, et par conséquent créer des réseaux qui communiquent à propos de ces intérêts. Je pense que tout un ensemble de systèmes, en parallèle avec d'autres moyens qui ont été mentionnés, il ne faut pas les ignorer, c'est simplement des éléments complémentaires.

J'en arrive à ma conclusion – à la grande joie de mon président – conclusion donc concernant d'abord les valeurs qui s'imposent de plus en plus, le retour à la

culture. Et je dirais que, vous le savez que on a répété que Jean Monnet à la fin de sa vie aurait dit: "si c'était à recommencer, j'aurais commencé par la culture". Ben c'était inventé par une de mes amies qui a passé ce mot à d'autres, notamment au président Mitterrand qui l'a cité dans un de ses discours à la Sorbonne, donc cela acquis une autorité extraordinaire. Mais ce qui est curieux c'est que derrière cette façon de procéder que nous connaissons dans les bruits n'est-ce pas, qui existent dans les sociétés, où une chose devient vérité alors que l'on l'attribue à quelqu'un, etc, ce qui est intéressant c'est que réellement, nous avons besoin de ce retour à la culture.

Et c'est par là, par ces valeurs et la culture, par le comportement – parce que la culture, ce n'est pas seulement ce que nous avons décrit avec la pensée, la religion, etc., c'est aussi le comportement, le style de vie dont vous avez parlé, c'est comment on a assimilé et comment on reproduit ces éléments.

Alors j'en arrive à ma dernière conclusion, vous vous en doutez je reviens au départ; concernant au fond le citoyen et sa part. Il faut que l'Europe devienne plus visible, et pour cela moi je suis convaincu qu'il faut refondre et qu'il faut réécrire une bonne partie de la Constitution. Si on la maintient dans ses formes, si chacun en plus ajoute encore des articles qui le concernent, nous arriverons à un autre monstre. Donc je crois qu'il faudrait séparer les principes, les règles fondamentales, qui sont essentielles et d'autre part tous les instruments réglementaires, de lois communautaires qui persistent, qui existent et qui sont mis en œuvre. Il faut laisser aussi la liberté, il ne faut pas figer soit les politiques communes, soit d'autres aspects d'autant plus figés que les modifications de cette Constitution sont extrêmement difficiles et que la ratification pose de graves problèmes.

J'espère que nous parviendrons à proposer à nos citoyens une constitution, un projet nouveau avec les suggestions des uns des autres. C'est pour ça, j'ai une petite différence avec le président sur ce point, moi je rêve encore à l'Europe, je *veux* rêver d'une Europe, et je n'hésiterais pas à écrire, si j'étais capable, d'écrire une constitution idéale, en partant de laquelle, comme objectif, les politiques pourront à la fois négocier et aboutir je l'espère à quelques chose qui nous apportera l'essentiel. L'Europe a absolument besoin d'une Constitution pour être efficace sur tous les plans.

Je vous remercie.

